



LE PRÉSIDENT
JEAN ROTTNER

Monsieur Joseph ZIMET
Préfet de la Haute-Marne
89 rue victoire de la Marne
BP 42011
52011 CHAUMONT CEDEX

Strasbourg le **20 AVR. 2021**

Monsieur le Préfet,

Par courrier en date du 19 février 2021, réceptionné le 22 février 2021, vous demandez un avis concernant l'autorisation d'exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) et une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) sur la commune de SEMOUTIERS-MONTSAON (52) par la société EUROGRANULATS.

1. Concernant l'ISDND relative au stockage d'amiante-lié :

Bien que le SRADDET ne mentionne pas d'interdiction de transferts de déchets dangereux, il demande néanmoins « de préserver les capacités de stockage de l'amiante en Grand Est » et de « favoriser leur valorisation, tout en organisant au mieux leurs transports (limitation en distance et volume) ».

Aussi certains éléments du dossier sont non compatibles avec les prescriptions du SRADDET à savoir :

- les capacités de stockage demandé de 10 000t/an (avec un maximum de 15 000t/an) correspondent à une augmentation de l'ordre de + 5 000 t/an d'amiante-lié par rapport à l'installation actuelle de CHAUMONT. L'objectif est de baisser les tonnages enfouis au profit de solution de valorisation dans le cadre par exemple de projets innovants. Pour mémoire, l'amiante est interdite en France depuis 1997, n'engendrant pas de nouvelles productions.
- le plan d'approvisionnement propose des flux au-delà des départements limitrophes ne respectant pas le principe de traitement de proximité prescrit par le SRADDET. Les matériaux d'amiante-lié issus de déchets de matériaux de construction d'amiante-lié doivent être traités au plus proche des chantiers.

A noter que la Région Grand Est est déjà bien pourvue en capacité de traitement de l'amiante-lié et dispose d'un bon maillage d'installations de traitement avec au moins une installation de stockage d'amiante-lié par département (à l'exception des Vosges dont l'installation de Vaudoncourt a fermé en avril 2020 au profit des capacités de traitement autorisés via la prolongation du casier d'amiante-lié de Lesmenils le 25 juin 2020).

Aussi, au vu des prescriptions du SRADDET précités et des éléments présents dans le dossier technique de la demande d'autorisation, je vous fais part d'un avis défavorable en l'état pour autoriser le projet d'EUROGRANULATS.

Région Grand Est

Pour être compatible avec les prescriptions du SRADDET, il conviendrait que:

- la capacité autorisée n'excède pas 5000 t/an tels qu'autorisée actuellement sur le site de CHAUMONT,
- la zone de chalandise soit limitée aux seuls départements limitrophes au département de la Haute-Marne (51, 55, 10, 70, 88) avec une priorité en termes de tonnage aux déchets du département de la Haute-Marne.

2. Concernant l'ISDI et l'installation de criblage de matériaux inertes :

L'examen des différentes pièces techniques du dossier permet de relever les éléments suivants :

- Cette installation prendra le relais de l'ISDI actuellement exploitée à CHAUMONT (capacité moyenne annuelle autorisée : 40 000 t) dont la fermeture est programmée en 2022. L'installation projetée aura cependant une capacité moyenne annuelle revue à la baisse (capacité moyenne annuelle demandée : 34 000 t) conformément aux objectifs du SRADDET de diminution de la production des déchets inertes de chantiers
- Le site de SEMOUTIERS-MONTSAON dispose d'un accès facile à proximité des autoroutes A5 et A31 et reste à bonne distance des habitations (1.1 km de la zone de RIEPPES et 1.8 km du village).
- L'accueil des déchets inertes sur le site, combiné à celui des Déchets de Matériaux de Construction Contenant de l'Amiante Lié (DMCCAL), permettra le remblai en totalité d'une ancienne carrière avec une remise en état du site (couverture finale en prairie de fauche et plantation d'arbres).
- Les déchets inertes réceptionnés sur le site seront produits localement et issus des déchèteries des communes de la Haute-Marne et d'entreprises de BTP.
- Une partie des déchets inertes (en particulier des terres inertes et la fraction fine des matériaux inertes criblés) sera utilisée pour réaliser le fond et les flancs de l'ISDND ainsi que pour le recouvrement journalier des différents lots de DMCCAL stockés dans l'ISDND.
- L'admission des déchets inertes sur le site sera conforme aux critères à respecter définis dans l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des matériaux inertes en ICPE.

Concernant la compatibilité par rapport au SRADDET, l'analyse des besoins en ISDI (réalisée dans le PRPGD) est la suivante pour le département de la Haute-Marne :

- En 2018, le département de la Haute Marne comptait 4 ISDI d'une capacité moyenne de stockage de 100 000 t pour des besoins estimés à 96 000 t et il existe des zones blanches situées à plus de 30 minutes d'une installation.
- En 2025, le besoin prioritaire en stockage est évalué à 88 000 t pour des capacités disponibles de 32 000 t, soit un déficit de 56 000 t.
- En 2031, le besoin prioritaire en stockage est évalué à 84 000 t pour des capacités disponibles de 24 000 t, soit un déficit de 60 000 t.
- Le PRPGD recommande par conséquent de couvrir le déficit de capacité de 56 000 t en 2025 et 60 000 t en 2031 en prolongeant les installations existantes et / ou en créant, sur les zones blanches du département, au moins une installation pouvant traiter les besoins en stockage des déchets inertes non recyclables et permettant de faire face au besoin dès 2019.

Aussi, au vu des préconisations du SRADDET et des éléments présents dans le dossier technique de la demande d'autorisation, je vous fais part d'un **avis favorable** à la demande de création de cette ISDI aux motifs qu'elle permet de combler le déficit entre les besoins et les capacités de stockage du département, et que les quantités escomptées en entrée sont en diminution de 15% par rapport à l'ISDI actuelle de CHAUMONT.

En matière d'opportunité par rapport aux récentes données issues de l'observatoire des déchets du BTP, ces données ont pu être affinées :

- En 2019, le département de la Haute-Marne comptait 7 ISDI, mais seules 2 d'entre elles étaient ouvertes à des entreprises extérieures et non aux seuls besoins de leur propriétaire.
- En 2025, les capacités disponibles ont été réévaluées à 89 660 t pour des besoins de 88 000 t, soit un léger excédent de 1 660 t. Il ne manquerait donc plus de capacités de stockage suivant ces projections à cette échéance dans ce département.
- En 2031, les capacités disponibles ont été réévaluées à 69 860 t pour des besoins de 84 000 t, soit un déficit de 14 140 t. Il manquerait donc bien des capacités de stockage à cette échéance.

Sans préjuger des demandes à venir de prolongation des ISDI existantes et / ou de création d'ISDI sur le département de la Haute-Marne, le déficit (ou léger excédent) entre les besoins en stockage et les capacités aux deux échéances du PRPGD (2025 et 2031) est à souligner.

Néanmoins, cette installation présente une opportunité favorable pour les raisons suivantes :

- Elle permet de répondre aux besoins issus des projections à l'échéance 2031.
- Elle est ouverte aux entreprises extérieures contrairement à la plupart des autres ISDI du territoire.
- Les déchets inertes admis dans cette installation serviront pour partie à la construction de l'alvéole de stockage de l'ISDND et au recouvrement des DMCCAL, ce qui constitue une valorisation matière des déchets inertes et non une élimination.

Je vous remercie de me faire parvenir, suite à cet avis et à votre instruction de ce dossier, l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter qui sera pris pour cette installation.

Veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

